



Saint-Pétersbourg 2026 : une étape importante vers un monde multipolaire

Alors que les capitales occidentales redoublent d'efforts pour isoler la Russie, le Forum économique international annuel de Saint-Pétersbourg a attiré près de 20 000 délégués venus de plus de 130 pays. Le Dr Andreas Mylaeus fait part de son analyse à la radio suisse Kontrafunk.

Andreas Mylaeus

mer. 10 juin 2026 11 min de lecture

Le Forum économique international de Saint-Pétersbourg (SPIEF) de 2026 s'est déroulé dans un contexte de fracture géopolitique croissante. Autrefois conçu comme l'équivalent est-européen du Forum économique mondial de Davos, cet

événement s'est complètement affranchi de ce cadre ces dernières années ; il sert désormais de point de rencontre à un monde qui se reconfigure activement pour s'éloigner de l'ordre mondial dominé par l'Occident depuis 1991.

Le thème de cette année, « *Dialogue pragmatique* », était bien choisi. La liste des invités — avec l'Arabie saoudite en tant qu'invité d'honneur, complétée par des délégations venues d'Afrique, d'Asie et de l'ensemble du Sud — reflétait moins une déclaration géopolitique qu'un constat : le centre de gravité de la diplomatie économique mondiale est en train de se déplacer. À quelques rares exceptions près, les visages européens brillaient par leur absence. Pourtant, même ces exceptions se sont révélées révélatrices : des dirigeants allemands et italiens auraient été présents lors de sessions à huis clos, leurs badges dépourvus de logos d'entreprise.

Dans l'interview qui suit, réalisée par Stefan Millius pour la chaîne suisse *Kontrafunk*, le Dr Andreas Mylaeus — rédacteur de Forum Geopolitica — examine l'importance du forum sous quatre angles : l'architecture en mutation de la coopération économique eurasienne, la signification de la délégation symbolique de Washington, la résilience et les limites structurelles de l'économie russe, ainsi que la posture de plus en plus autodestructrice de l'Europe face à un monde qu'elle ne façonne plus.

Interview

Stefan Millius : Le thème de cette année était le « dialogue pragmatique ». En regardant la liste des invités – de l'Arabie saoudite à la Tanzanie en passant par la Chine –, on ne voit pratiquement aucun visage européen, seulement quelques-uns ici et là – nous y reviendrons plus tard. La liste des invités indique-t-elle déjà une sorte de consolidation définitive d'un fossé économique mondial ?

Andreas Mylaeus : Oui, c'est probablement parce que l'objectif de ce forum s'inscrit dans une initiative plus large impliquant les BRICS et tous les efforts déployés dans la région eurasienne, de la Chine à la Russie. L'Iran est impliqué, toute l'Asie est impliquée, et l'Afrique joue également un rôle. Et tout le monde veut rompre avec le système unilatéral actuel.

Beaucoup affirment qu'il s'agit d'un système néocolonialiste occidental et qu'il devrait être remplacé. Et l'objectif à Saint-Petersbourg est désormais de construire ici un réseau supplémentaire regroupant de nombreux pays et contacts, issus de la culture, de l'économie, etc., provenant de tous ces pays qui se détournent de l'Occident. Et en ce sens, il est bien sûr évident que ce forum est, pour ainsi dire,

diamétralement opposé à cela. L'Occident s'efforce de maintenir l'ancien ordre mondial néocolonialiste et ne participera donc, bien sûr, pas aux efforts déployés à Saint-Petersbourg.

De temps à autre, quelques traîneurs – dont certains viennent aussi des États-Unis – font leur apparition ici et là, errant sur le site comme des feux follets. Mais ils ne jouent pas vraiment de rôle politique.

Mais le président américain Donald Trump a manifestement envoyé une petite délégation officielle – la première depuis des années. Comment faut-il interpréter cela ?

Eh bien, cela pourrait – et je spécule un peu ici – cela pourrait être lié au fait que Vladimir Poutine – y compris lors de la conférence de presse qui s'est tenue en même temps que le forum – a souligné à plusieurs reprises que la politique américaine sous Donald Trump vise en réalité à mettre fin à la guerre en Ukraine. Il le mentionne de temps à autre. Lorsqu'il parle des États-Unis dans ce contexte, il affirme toujours que c'est l'administration précédente, celle de Biden, qui voulait cette guerre. Trump, lui, ne la veut pas vraiment. Des forces internes l'empêchent actuellement de mettre cela en œuvre, mais il ne souhaite en réalité pas la guerre.

Et Vladimir Poutine continue lui aussi de tendre la main. Il a de nouveau mentionné que les accords conclus autrefois à Anchorage seraient en réalité viables, mais qu'ils sont rejetés par l'Ukraine et par l'Europe. Or, Trump serait en réalité favorable à ces accords.

De ce point de vue, ce sont donc des indices subtils suggérant qu'il faudrait peut-être maintenir un canal de communication.

Mais le niveau de cette délégation – si vous l'avez vu lors de la table ronde de Poutine au forum – le chef de la délégation américaine a été présenté, autorisé à dire quelques mots, et c'était un architecte ou un historien qui étudie les bâtiments à Saint-Petersbourg et qui est apparemment censé aider Trump à planifier la nouvelle salle de bal à la Maison Blanche. Cela n'a donc pas vraiment de signification politique pour l'instant.

Parlons de l'Europe. Officiellement, les sanctions sévères sont toujours en vigueur. En coulisses lors du forum, cependant, on a vu des dirigeants allemands et italiens participer à des réunions à huis clos, portant des badges avec des noms anonymisés et sans logo d'entreprise. En tant qu'avocat, comment pensez-vous que ces entreprises naviguent dans cette zone grise juridique ? Il est clair que, malgré la guerre, le marché russe reste indispensable pour un grand nombre d'entreprises.

Oui, c'est tout à fait vrai. Et il y a aussi des entreprises qui maintiennent leurs anciens liens avec la Russie. Je le sais grâce à des conversations avec les dirigeants d'une entreprise qui exerce ses activités à Moscou. Ce qu'ils ont fait, c'est simplement retirer cette partie de l'activité du portefeuille de la société mère et créer leur propre entreprise en Russie, de sorte que, d'un point de vue strictement juridique, il n'y a plus aucun lien.

Mais bien sûr, en coulisses, le modèle économique fait toujours l'objet de discussions, et l'activité elle-même est gérée de la même manière qu'en Allemagne. Ce sont des solutions de contournement pour échapper à ces sanctions. Vous savez, c'est un peu comme à l'époque où la prohibition a été instaurée aux États-Unis. Il y avait toujours des bars clandestins. Et c'est pareil ici : les gens trouvent des moyens de contourner la situation.

Lors de la table ronde « Russie-Allemagne », qui s'est tenue le 4 juin à 17 h, il a été noté qu'environ 1 800 entreprises allemandes opèrent actuellement en Russie et qu'environ 100 milliards d'euros d'investissements y sont encore présents. Il existe donc déjà des liens, et si vous cherchez un magasin de bricolage à Moscou, par exemple, vous vous retrouvez chez Obi. Donc, en ce sens, ça continue, mais bien sûr, cela n'a pas vraiment d'impact économique majeur.

Les grandes entreprises ne viennent plus, et il y a évidemment une raison claire à cela. Par exemple, si vous prenez un taxi à Moscou aujourd'hui, une grande partie des véhicules sont chinois. Et si l'on considère que les trains ICE allemands étaient autrefois la norme à laquelle tout le monde aspirait, ce sont aujourd'hui les trains à grande vitesse chinois qui occupent cette place. Les Allemands ne sont plus compétitifs en termes de technologie et de productivité, de sorte que même après la fin de cette guerre, les entreprises allemandes n'auraient pratiquement plus d'avenir réel en Russie.

Vladimir Poutine utilise traditionnellement ce forum pour prononcer un discours triomphal sur la résilience de l'économie russe. Cependant, certains économistes avertissent que cette croissance n'est qu'une bulle liée aux dépenses militaires, que le budget est, en quelque sorte, gonflé de manière disproportionnée, et que l'expansion militaire et la hausse des intérêts sur la dette font peser un très lourd fardeau sur l'économie. Dans quelle mesure a-t-il réussi cette année à faire valoir son point de vue ?

Oui, si l'on examine réellement les chiffres, il n'y a pas grand-chose à ajouter pour convaincre. Ce qui est diffusé en Occident relève de la propagande. La vérité, c'est que la Russie a bien sûr été affectée par ces sanctions depuis 2022. La Russie a alors immédiatement mis en place un vaste processus de substitution et veillé à ce que

tout ce qui devait être importé de l'Occident puisse désormais être produit sur place. Et cela a été couronné de succès. Il a été mentionné lors du forum que la Russie a atteint la souveraineté économique.

Et voici maintenant le problème : elle doit s'appuyer sur ces bases pour générer une nouvelle croissance.

En Occident, on ne cesse de parler du recul de la croissance économique en Russie l'année dernière. C'est vrai. Si l'on examine les chiffres du Service fédéral des statistiques et de la Banque centrale, c'est bien le cas.

Le taux de croissance précédent de 4,5 %, qui était en vigueur depuis plusieurs années, est désormais tombé à 1 % l'année dernière et devrait se maintenir à 1 % cette année également. Cependant, cela s'inscrivait dans un plan délibéré, car la Banque centrale russe craignait qu'une forte croissance ne conduise à l'hyperinflation. Les Russes ont une certaine crainte, héritée des années 1990, que l'hyperinflation galopante ne détruise l'économie. C'est pourquoi la Banque centrale russe a relevé ses taux d'intérêt. Et cela a gravement nui aux petites et moyennes entreprises, pourrait-on dire. Elles ont rencontré des difficultés, et c'est pourquoi la croissance a ralenti.

Mais aujourd'hui, cette tendance s'est inversée, en partie grâce aux vives protestations au sein de la Russie. La Banque centrale réduit à nouveau ses taux d'intérêt et prévoit désormais une croissance de 5,7 % pour 2027. Il faudra attendre pour voir si cela se concrétise.

On peut toutefois supposer que l'économie russe dispose d'une force interne suffisante pour y parvenir. Il faut également tenir compte du fait que la Russie est totalement autosuffisante en matière d'approvisionnement énergétique et de matières premières. Et la technologie qu'elle reçoit désormais d'Asie garantira une reprise de la croissance économique russe.

Cela n'a pas grand-chose à voir avec l'industrie de la défense. Les chiffres officiels indiquent que l'industrie de la défense représente environ 7 à 8 % du produit intérieur brut. Ce n'est pas un chiffre incroyablement élevé par rapport aux chiffres occidentaux, notamment ceux des États-Unis. Il faut donc toujours rester prudent à cet égard. Mme von der Leyen a déclaré que l'économie russe était en ruines. Mais si l'on observe la Russie et que l'on se rend dans les magasins de Moscou, par exemple, on constate que ce pays est tout à fait à la pointe de la modernité. L'approvisionnement de la population en biens est parfaitement assuré.

Faisons le point : ce n'était pas exactement une compétition sportive, mais d'une certaine manière, cela a toujours été un test de force. Qui sort vainqueur de ce Forum de Saint-Pétersbourg ? Le Kremlin a-t-il réussi à démontrer sa force ? Ou est-ce peut-être des partenaires comme la Chine ou l'Arabie saoudite qui peuvent exploiter l'isolement de la Russie à leur propre avantage ? Qui sort gagnant ?

Eh bien, je me référerais à la déclaration de Jeffrey Sachs. Ce qui se passe à Saint-Pétersbourg ne consiste pas à faire gagner un camp. Au contraire : il s'agit de... Xi Jinping, de Pékin, l'a toujours souligné lui aussi... Ce qu'ils essaient de faire maintenant – y compris le nouveau système financier et tout le reste – ne vise pas à faire gagner un camp, mais bien le contraire : l'objectif est de créer une situation gagnant-gagnant.

Et c'est exactement ce dont parle Jeffrey Sachs : ce que nous devons construire aujourd'hui, c'est un monde multilatéral. Multilatéral dans le sens où chacun coopère avec les autres sur un pied d'égalité, afin que tout le monde en tire profit. Et cela inclut les États-Unis, s'ils parviennent à sortir de ce système hégémonique et à rejoindre les rangs en tant que simple membre parmi d'autres. Nous aurons alors un monde différent.

Et en ce sens, je dirais que Saint-Pétersbourg a constitué un pas dans cette direction. Des efforts sont déployés, mais l'Occident oppose bien sûr encore une résistance considérable pour l'instant.

Est-ce que l'on reconnaît en Europe que, tout bien considéré, cela a été ou sera probablement une étape importante et couronnée de succès, ou bien est-ce que l'on rejette cette idée pour des raisons stratégiques ?

Cela me surprend toujours, vous savez. Je suis vraiment stupéfait de voir qu'ils recourent sans cesse à la propagande pour dénigrer et rabaisser la Russie, dénigrer la Chine et tourner les BRICS en dérision. Pistent-ils vraiment qu'au final, leur propre propagande peut modifier la réalité au point de la faire évoluer pour servir leur propre agenda ? Cela me surprend toujours.

Car la vérité, c'est que l'Europe est en train de sombrer – soyons honnêtes – sur le plan économique, culturel, etc. Je suis donc surpris qu'ils n'aient pas l'idée d'adopter une vision constructive de l'avenir.

Le Forum économique de Saint-Pétersbourg montre clairement que l'économie mondiale est en train de se réorganiser, s'éloignant des anciens axes occidentaux. Nous avons discuté avec Andreas Mylaeus, rédacteur en chef de Forum Geopolitica. Merci beaucoup, Monsieur Mylaeus.

Je vous en prie.

Vous pouvez également écouter [cette interview en allemand sur Kontrafunk ici](#).

[Vous trouverez ici](#) toutes les informations concernant le Forum de Saint-Petersbourg.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Interview Russie Forum économique international de Saint-Petersbourg